



APPEL À COMMUNICATION CALL FOR PAPERS

Le **L**aboratoire des **E**tudes et **R**echerches **E**conomiques et **S**ociales



Et le **L**aboratoire des **E**tudes et **R**echerches **J**uridiques et **P**olitiques
(**LERJP**)

Relevant de la **F**aculté des **S**ciences **J**uridiques, **E**conomiques et **S**ociales. **U**niversité **M**oulay
Ismail de **M**eknès

Organisent

Un colloque international sur « Evaluation des politiques publiques territoriales : enjeux, méthodes et outils »

An international colloquium on “Assessment of territorial public policies: issues, methods and tools”



Les 02 et 03 Mai 2019, Meknès Maroc

Au siège de la **F**aculté des **S**ciences **J**uridiques, **E**conomiques et
Sociales de **M**eknès-**M**aroc

Note conceptuelle

Les politiques, programmes et projets publics constituent le socle de l'action de l'Etat et des collectivités territoriales. L'Etat en action était/est à l'origine de nombreux débats scientifiques portant sur les constances et les changements de la décision publique. Avec l'évolution du rôle de l'Etat, les politiques publiques ont changé de paradigme et de référentiel.

A l'ère de la mondialisation, les thèmes de territorialisation des politiques publiques et de politiques territoriales retiennent l'intérêt des décideurs et des scientifiques en même temps que le local a droit à un traitement privilégié dans les analyses et stratégies de développement. En effet, plus la mondialisation se développe, plus le territoire local s'affirme.

Il faut désormais, pour toute décision publique, tenir compte de la dimension territoriale, avec ses différentes composantes : économique, sociale, politique, culturelle, environnementale, etc. Pour construire une action publique, il est important de comprendre le territoire et faire participer les citoyens à la définition des enjeux qui les concernent.

Les progrès politiques et institutionnels réalisés en matière de décentralisation et de promotion de la démocratie locale ont suscité des attentes socioéconomiques renouvelant de ce fait l'intérêt dévolu aux politiques publiques territoriales. Dans un contexte marqué par la compétitivité des territoires, la raréfaction des ressources financières et la montée des revendications sociales, l'évaluation des politiques territoriales s'est imposée naturellement au cœur même des jeux d'acteurs avec des formes, des démarches et des objectifs qui font débat. L'évaluation, considérée désormais comme gage de performance des politiques territoriales et de bonne gouvernance publique, remplit plusieurs fonctions, dont celle ayant trait à la légitimation de l'action publique.

Les fondements aussi bien en termes de paradigmes que de référentiels ont changé. Désormais, les politiques publiques ne ciblent plus uniquement les stratégies et les pilotages, elles mettent en perspective les différents niveaux d'objectifs dans une logique de cohérence transversale et verticale. Dès lors, les politiques publiques ne se limitent pas à la résolution des problèmes et à l'établissement de l'agenda des solutions. Elles projettent l'avenir et misent davantage sur la rationalité. La nouvelle démarche repose certes sur une expertise permettant le choix et la bonne réalisation des méthodes d'évaluation, mais la réussite technique de l'évaluation ne garantit pas pour autant son utilité sociale. Le but final de l'évaluation est de pouvoir éclairer le débat public sur les principaux arbitrages en jeu en vue de faciliter les choix démocratiques.

Dans les perspectives d'avenir, la crédibilité des institutions d'évaluation repose sur leur capacité de communiquer des résultats sous une forme non technique, mais sur une nouvelle démarche qui permette réellement d'alimenter le débat démocratique à l'heure du retour en force de la société civile et le renforcement de ses mécanismes participatifs.

Aussi l'action publique adopte de nouvelles politiques pour faire face aux défis que rencontrent les sociétés complexes, réintroduisant les perspectives d'avenir. Force est de

constater que les politiques publiques sont désormais tournées vers la gestion des risques et des crises plutôt que de servir la providence en terme social.

Les enjeux sont à la mesure de la complexité des politiques publiques territoriales et leur évaluation. Ces enjeux sont tout d'abord stratégiques et portent sur la pertinence des politiques et des programmes en relation avec la vision et le projet de développement du territoire. Ils sont en second lieu d'ordre politique en relation avec les acteurs et leurs positionnements. Ils sont en troisième lieu techniques en relation avec les objectifs de modernisation de l'action des collectivités territoriales et d'amélioration de l'efficacité et de l'efficience des politiques. Ils sont en quatrième lieu financiers dans la mesure où ils soulèvent la triple question de l'origine, des volumes et de l'efficacité des moyens déployés pour favoriser le développement des territoires. Ils sont enfin d'ordre civique avec des implications en termes de transparence et de crédibilité de l'action publique aux yeux des citoyens.

Quant à l'articulation entre dynamiques de décentralisation, de politiques publiques territoriales et d'évaluation, plusieurs études ont montré la tendance à leurs développements concomitants. L'évaluation territorialisée se développe donc en même que la décentralisation et la multiplication des niveaux de décision. La décentralisation génère de ce fait des besoins en évaluation et une demande croissante en expertise.

Au Maroc, l'évaluation des politiques publiques n'est certes pas une pratique nouvelle puisque ses premiers pas datent des années 80 ; la constitution de 2011 a posé les fondements juridiques de l'institutionnalisation de l'évaluation en ouvrant la voie à la mise en place de dispositifs participatifs avec la création d'instances de concertation entre acteurs. Des avancées notables ont été enregistrées avec la création et l'opérationnalisation de structures d'évaluation comme l'Observatoire National du Développement Humain (ONDH). Ces progrès demeurent néanmoins limités et surtout contraints par les déficits en expertise alors que les avancées de la décentralisation et la mise en œuvre de la régionalisation avancée devraient logiquement booster la demande d'évaluation des politiques publiques territorialisées et territoriales. Une approche comparative avec notamment la situation en cours dans des Etats européens proches du Maroc s'avère particulièrement instructive.

Ce colloque international a pour objectif de faire avancer la réflexion, aussi bien en termes de diagnostic que de perspectives, sur les politiques publiques territoriales et territorialisées ainsi que leur évaluation. L'analyse de la complexité de ces politiques et les enjeux liés à leur évaluation requiert des regards croisés non seulement d'un point de vue disciplinaire (économie, gestion, sciences politiques, sociologie, droit, finances publiques) mais aussi du point de vue de positionnement des acteurs : décideurs, universitaires, experts en évaluation, société civile, etc.

Parmi les questions qui pourraient structurer les échanges et la réflexion :

- Que signifie « évaluer » ? Quelles représentations implicites à l'œuvre dans l'évaluation sachant qu'il s'agit toujours d'une question politique avant d'être technique ?

- Quels sont les acteurs de l'évaluation des politiques publiques territoriales et territorialisées ?

- Quels enjeux des politiques publiques territoriales et de leur évaluation au regard de la préservation des intérêts supérieurs ?

- L'évaluation des politiques publiques territoriales et territorialisées peut-elle se retourner contre la démocratie ?

- L'évaluation des politiques publiques au niveau territorial a-t-elle des spécificités par rapport à l'évaluation au niveau national et/ou sectoriel ? Ces différences, si elles existent, concernent-elles les enjeux, les contraintes, les dispositifs ?

- Comment devrait s'articuler les différentes échelles spatiales d'évaluation des politiques publiques territoriales ?

- L'ancrage de l'évaluation requiert de l'inscrire en amont, c'est-à-dire au moment même de l'élaboration des politiques publiques ; comment favoriser alors l'évaluabilité des politiques publiques ?

- L'évaluation n'est pas et ne peut pas être une affaire de techniciens ; elle doit être rattachée aux valeurs et à l'intérêt général. Dès lors, comment faire de l'évaluation un instrument pour donner du sens à la politique publique territoriale ?

- Au vu des pratiques et des expériences des uns et des autres, l'évaluation améliore-t-elle la gouvernance des politiques publiques territoriales ?

- Un des nombreux enjeux de l'évaluation des politiques publiques territoriales est le risque de leur instrumentalisation par les acteurs. Quel dispositif pour faciliter et consolider l'institutionnalisation de l'évaluation des politiques publiques territoriales et garantir son indépendance ?

- Quel système d'information pour faciliter et développer l'évaluation des politiques publiques territoriales ?

- Comment favoriser l'aspect partenarial de l'évaluation et en faire un outil de convergence des politiques publiques ?

- Quelles sont les implications d'une évaluation qui prendrait au sérieux la complexité des politiques territoriales ?

Contacts

Pour tout renseignement concernant ce colloque veuillez contacter : Coordonateur
Responsable du colloque : Professeur Mohammed **ABDOUH**, Email : eppt.2019@gmail.com